

# Netanyahou a encore triomphé – voici ce que cela signifie pour les Palestiniens



Par Ben White, 10 avril 2019

**Les élections israéliennes – au cours desquelles des centaines de milliers d’habitants palestiniens n’ont pas pu voter pour le gouvernement qui dirige leurs vies – ont été un sobre rappel à la réalité. Mais les choses pourraient être sur le point d’empirer pour les Palestiniens**

A nouveau, le Premier ministre israélien [Benjamin Netanyahou](#) a réussi. Confronté à de graves accusations de corruption et confronté à une « équipe de rêve » composée de trois anciens chefs d’état-major de l’armée, le dirigeant du Likoud est sur le point de former un nouveau gouvernement de coalition.

Bien que la liste bleue et blanche présidée par Benny Gantz ait remporté 35 sièges à la prochaine Knesset, une [majorité](#) d’Israéliens ont voté pour le bloc dit de « droite » dirigé par le Likoud (également sur 35 sièges), aux côtés du Judaïsme uni de la Torah, du Shas, de Yisrael Beiteinu, de l’Union de droite et de Kulanu.

Avant d'envisager la suite des événements, il est essentiel de se rappeler qui *n'a pas* – ou plus précisément, [n'a pas pu](#) – voter lors de ces élections.

Quelques 300 000 Palestiniens de Jérusalem-Est occupée qui ont la résidence mais pas la citoyenneté ne pouvaient pas voter pour le gouvernement qui gouverne leur ville.

Plus de 4 millions d'autres Palestiniens, qui vivent sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, n'ont également pas pu voter pour le gouvernement qui, comme tout gouvernement israélien depuis plus d'un demi-siècle, dirige leur vie.

Il est vraiment extraordinaire qu'Israël continue, impassiblement, de se déclarer «la seule démocratie au Moyen-Orient», et encore plus extraordinaire que quiconque prenne une telle affirmation au sérieux.

Exclus du processus de décision politique, que signifient les résultats des élections pour les Palestiniens?

Au cours des derniers jours précédant les élections, Netanyahu a fait [plusieurs remarques](#) dans lesquelles il a déclaré que sous sa direction, un nouveau gouvernement israélien procéderait à l'annexion officielle de parties de la Cisjordanie occupée.

Cela est précisément objet à débat – les interprétations plausibles incluent l'annexion territoriale de certaines colonies de peuplement illégales en Cisjordanie occupée ou l'application de certaines lois israéliennes aux colonies de peuplement (une sorte d'annexion bureaucratique).

Il est important de rappeler, bien sûr, que les autorités israéliennes ont de longue date annexé de facto la Cisjordanie occupée, par le biais de l'entreprise de peuplement, de l'exploitation des ressources naturelles et des infrastructures nationales.

En outre, comme l'a [montré](#) l'ONG israélienne Yesh Din, la Knesset a déjà vu au cours des dernières années une multitude de projets de loi et de lois «comportant des éléments d'annexion».

Néanmoins, à la lumière des déclarations pré-électorales de Netanyahu, de ses problèmes juridiques imminents et de la façon dont il sera redevable aux partenaires de la coalition engagés à l'annexion, il est raisonnable de supposer que le prochain gouvernement israélien consolidera et formalisera l'État de facto unique.

Comme l'a [déclaré](#) le rédacteur en chef du journal israélien Ha'aretz ce matin, le nouveau gouvernement poursuivra deux objectifs que l'on peut « résumer par : 'immunité contre souveraineté' ».

C'est-à-dire que les partenaires de la coalition de Netanyahu veilleront à l'adoption d'une législation qui « enterre les accusations contre Netanyahu », tandis que « le Premier ministre devra coordonner le 'pacte du siècle' avec le président américain Donald Trump de manière à ce qu'Israël déclare la souveraineté sur les colonies et assure qu'aucun colon ne sera expulsé ».

L'administration Trump n'a pas nécessairement besoin de beaucoup d'encouragement. Hier encore, le secrétaire d'État Mike Pompeo a [refusé](#) de condamner les éventuelles mesures d'annexion israéliennes.

Les temps sont sombres pour les Palestiniens, mais il convient également de réfléchir à ce qu'aurait signifié une victoire nette pour la liste bleue et blanche de Gantz.

Gantz – avec ses partenaires Moshe Ya'alon, Yair Lapid et Gabi Ashkenazi – a à peine parlé des Palestiniens pendant la campagne électorale. Dans la mesure où la liste bleue et blanche évoquait une vision pour les Palestiniens, il ne s'agissait que de la recette du maintien du statu quo: de

vagues promesses de «se séparer» davantage des Palestiniens et de déployer une force militaire dévastatrice.

Les résultats des élections sont donc un sobre rappel à la réalité pour ceux qui en auraient encore besoin.

Hagai El-Ad, président de l'ONG B'Tselem pour les droits humains, a [écrit sur Twitter](#) ce matin: «Les résultats des élections confirment une chose profonde et très pourrie: un vote de confiance retentissant en faveur du renforcement de la situation existante, davantage de dépossession et de contrôle des millions de Palestiniens privés des droits fondamentaux; le débat se limite au rythme, à la portée, au niveau de brutalité utilisé ».

L'électorat israélien a parlé et la communauté internationale doit agir en conséquence.

Source: Ben White "Netanyahu has triumphed again – here's what that means for Palestinians", The Independent, 10 avril 2019.

Traduction: JPB pour l'Agence Média Palestine

Source: [The Independent.co.uk](https://www.independent.co.uk)